

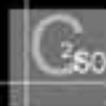
Colloque
Sciences
Médias
et
Société

École normale supérieure
Lettres et Sciences humaines
Laboratoire JE 2419
Communication, Culture et Société

Sciences Médias et Société

Lyon, 15-17 juin 2004

DE COU
'SCIE
Ethiek in DNA



Communication
Culture
et Société

Résumés

Sciences,
Médias
et Société

Colloque
École normale supérieure
Lettres et Sciences humaines
Lyon 15, 16, 17 juin 2004

Direction scientifique :

Joëlle Le Marec (Joelle.Le-Marec@ens-lsh.fr)

Igor Babou (Igor.Babou@ens-lsh.fr)

INTRODUCTION

L'objectif du colloque, organisé par le laboratoire « Communication, Culture et Société » (JE 2419), est de présenter à un large public les recherches en cours sur le thème des relations entre sciences, médias et société.

Ce colloque s'inscrit dans un programme de recherche mené depuis plusieurs années par le laboratoire « Communication, Culture et Société », dans le cadre de deux Actions Concertées Incitatives portant sur l'évolution des discours à propos de science dans les médias et les expositions.

Entre le moment où ce colloque a été décidé et la réception des contributions, la recherche française a vécu une crise dont il est difficile de dire avec précision si elle a un caractère essentiellement politique, économique, culturel, ou encore épistémologique. Cette crise a pu paraître inédite à certains, mais renvoie pour d'autres à des interrogations anciennes. Quoiqu'il en soit, ce colloque ne peut ignorer un contexte aussi particulier. Cette crise met en lumière le fait qu'une position d'extériorité est bien difficile à trouver pour des chercheurs travaillant sur des pratiques, des discours et des valeurs reliant la production et la circulation des connaissances scientifiques dans la société. En tant que professionnels, salariés, nous travaillons en effet à l'intérieur même des cadres que nous sommes supposés interroger.

Plus que jamais la recherche doit assumer une position critique vis-à-vis des modèles diffusionnistes (traduction d'un savoir issu de la sphère scientifique pour des publics ignorants, idée pédagogue de comprendre « comme les savants » avant de pouvoir participer aux débats sur les relations entre science et société, apologie ou critique radicale des médias comme simples « vecteurs de transmission » de points de vue qui leur seraient externes).

En effet, ces modèles alimentent des positionnements politiques qu'il convient d'interroger sans leur prêter *a priori* de neutralité idéologique.

Un colloque sur les relations entre sciences, médias et société, ne peut donc se contenter ni de mimer l'extériorité et la neutralité académique, ni de passer outre pour devenir un simple espace de débat politique. C'est au nom d'un projet scientifique déjà ancien, partagé par une communauté active et impliquée, que nous espérons éviter ces deux pièges, et assumer l'exigence de construire des connaissances sur ces questions.

Les recherches présentées portent sur la circulation sociale des savoirs et sur les discours médiatiques : histoire des processus de diffusion des sciences et des techniques, étude des publics de la science, analyse des politiques publiques, recherches sur les médias et les institutions liées au savoir (musées, bibliothèques, secteur éducatif, etc.), études des interactions entre la recherche scientifique et le champ de la communication.

Les présentations, confrontations et discussions s'organisent autour de trois axes transversaux :

– *légitimités, enjeux politiques et acteurs* (comment évoluent les rapports de légitimité entre les acteurs et institutions mis en présence dans les dispositifs et processus de circulation sociale des savoirs),

– *représentations, publics et institutions* (il s'agit à la fois de rendre compte des travaux sur la réception, d'interroger les enjeux du partage des valeurs de la rationalité, et d'analyser la manière dont la notion de public est un élément rhétorique dans les discours et dans l'action),

– *médias et discours* (comment les médias interviennent non seulement dans l'espace public, mais également dans la production des connaissances).

Comité d'organisation (ENS LSH)

Igor Babou, Laurent Delacroix, Christiane Kapitz,
Joëlle Le Marec, Pierre Mounier, Afifa Zenati.

Comité scientifique

Babou, Igor (ENS LSH)

Blondel, Christine (CNRS /CRHST)

Castagna, Bernard (Université François-Rabelais, Tours)

Cheveigné, Suzanne (de) (CNRS / EHESS)

Clément, Pierre (Université Lyon I)

Compte, Carmen (Université de Picardie Jules Verne)

Eidelman, Jacqueline (CNRS)

Jacobi, Daniel (Université d'Avignon)

Jeanneret, Yves (Université Paris IV – CELSA)

Jurdant, Baudouin (Université Paris VII)

Le Marec, Joëlle (ENS LSH)

Löwy, Ilana (CERMES, INSERM / CNRS / EHESS)

Miller, Steve (University College London)

Schiele, Bernard (UQAM, Montréal)

Tiberghien, Andrée (ENS LSH)

Verhaegen, Philippe (UCL, Louvain-la-Neuve)

Pilotage et « mise en scène » de projets sociotechniques. La construction rhétorique du public dans la première phase du projet « Tramway » de la Communauté Urbaine de Strasbourg (1989-1994)

Luis APARICIO

IRIST / GERSULP, université Louis Pasteur

Comme le soulignent plusieurs auteurs (Rip, Misa et Schot 1995 ; Vinck 1995 ; Williams et Edge 1996 ; Russell et Williams 2002), après une première vague constructiviste des « études de la technologie dans la société » focalisée sur la constitution *sociale* des techniques, la tendance actuelle est de considérer technique et société comme un tissu sans couture (Hughes 1986), et « de voir comment les techniques sont prises, transformées et déplacées en même temps que la société » (Vinck 1995 : 255). Madeleine Akrich, par exemple, compare l'élaboration d'une technologie avec l'élaboration d'un scénario ou script qui distribue l'action entre les acteurs, l'artefact et l'environnement (Akrich, Callon et Latour 1988 ; Akrich 1989). Mais le scénario proposé par les concepteurs se confronte avec les mises en scène particulières des utilisateurs dans des situations concrètes ; contenu et contexte deviennent donc inséparables.

Ces approches réalisent ainsi une critique des modèles linéaires de gestion technologique en syntonie avec l'importance accordée aux contextes par les nouvelles méthodes d'étude des communications (Mucchielli et Guivarch 1998 ; Mucchielli 2000). Cependant, il est regrettable qu'elles se maintiennent parfois trop axées sur

la notion d'intérêt (négociation, enrôlement) tandis que les dimensions culturelles (habitudes, normes et valeurs ou, si l'on veut, la question de l'intérêt général) restent en arrière-plan (Sørensen 2002).

L'étude de la première phase d'implantation d'un réseau de tramways dans la Communauté Urbaine de Strasbourg entre 1989 et 1994 permet de mettre en avant ces dimensions. Elle montre comment les stratégies de communication des porteurs du projet et en particulier la mobilisation d'éléments de différents contextes (des objets, des relations, des identités, des normes, des valeurs...) pour donner corps à la notion de public représentent une composante essentielle dans la transformation du cadre sociotechnique.

Cette transformation n'était pas une donnée. Suite à un changement de municipalité, le projet se substitue au projet de métro léger en construction sans compter sur des appuis importants (notamment de la part des associations de commerçants, dont l'opposition sera farouche) et implique une profonde transformation urbaine (nouvelles formes de distribution et partage de l'espace urbain, redéfinition de la mobilité dans la ville et piétonisation du centre...) qui remet en cause le statu quo.

Face à cette situation, la mise en scène dirigée par les pilotes essaye d'engager les acteurs (même ceux qui ne le sont pas d'habitude, le public) et de contextualiser normativement et culturellement le projet. Elle constitue alors une conformation politique du projet, une construction (matérielle et concrète) de l'intérêt général dont il faut tenir compte : société et technologie sont produites en même temps.

La considération des aspects communicationnels que ce cas d'étude met en évidence nous invite donc à élargir la perception des objets des politiques technologiques ainsi que les modèles d'analyse qui en rendent compte.

Bibliographie

Akrich, M., « La construction d'un système sociotechnique. Esquisse pour une anthropologie des techniques », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 13, 2, 1989, p. 31-54.

Akrich M., Callon M., et Latour B., « À quoi tient le succès des innovations », *Gérer et Comprendre, Annales de l'École des Mines*, 1988.

Hughes, T. P., « The Seamless Web : Technology, Science, etcetera, etcetera », *Social Studies of Science*, 16, 1986, p. 281-292.

Rip, A., Misa, Th. J. et Schot, J. W. (éds.), *Managing Technology in Society. The Approach of Constructive Technology Assessment*, Londres, Pinter Publishers, 1995.

Mucchielli, A., *L'art d'influencer*, Paris, Armand Colin, 2000.

Mucchielli, A. et Guivarch, J., *Nouvelles méthodes d'étude des communications*, Paris, Armand Colin, 1998.

Russell, S. et Williams, R., « Social Shaping of Technology : Frameworks, Findings and Implications for Policy with Glossary of Social Shaping Concepts », ds Sørensen, K. H. et Williams, R. (éds.), *Shaping Technology, Guiding Policy*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2002, p. 37-131.

Sørensen, K. H., « Social Shaping on the Move ? On the Policy Relevance of the Social Shaping of Technology Perspective », ds Sørensen, K. H. et Williams, R. (éds.), *Shaping Technology, Guiding Policy*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2002, p. 19-35.

Vinck, D., *Sociologie des sciences*, Paris, Armand Colin, 1995.

Williams, R. et Edge, D., « The Social Shaping of Technology », *Research Policy*, 25, 1996, p. 865-899.

L'immersion comme nouveau mode de médiation au musée des Sciences. Étude de cas : la présentation du changement climatique

Florence BELAËN
CRCMD, université de Dijon

Le changement climatique est le thème de la nouvelle programmation de l'année 2004 de la Cité des sciences et de l'industrie. Il est abordé dans différents cadres médiatiques qui se complètent : une exposition phare, une offre d'ateliers, un cycle de conférences, un portail et un catalogue. L'objet de notre intervention est de voir comment ce sujet est traité d'une part dans une exposition de type spectaculaire *Climax* et dans une offre qui rentre dans une logique d'éducation populaire, à savoir les ateliers d'animations.

Le postulat du départ qui organise le propos de l'exposition *Climax* est de ne pas reprendre les raisons du réchauffement climatique largement présentées dans d'autres médias mais de se démarquer en proposant aux visiteurs différents scénarios d'anticipation au niveau des transformations de notre environnement et de nos conditions de vie. Ainsi le visiteur est directement « plongé » dans différentes représentations de la terre de demain, l'objectif étant de lui procurer le « choc » de l'avenir. L'exposition s'organise autour de trois salles. Dans une première salle, il occupe la place d'un spectateur d'un film d'images de synthèse dans une salle de projection de 360 degrés ; dans une dernière, il est invité à jouer aux commandes d'une terre virtuelle et de sa

machinerie climatique. Ce jeu de simulation, projeté également en images géantes sur les murs de la salle, réagit en temps réels aux décisions prises par le visiteur modifiant des paramètres à l'origine de l'évolution du climat.

L'exposition temporaire *Climax* illustre une nouvelle famille d'exposition construite sur le principe de l'immersion où on ne cherche plus à expliquer ou rationaliser le propos scientifique, mais où on veut faire vivre au visiteur le message de l'exposition. Le principe de médiatisation de ces nouvelles expositions n'est plus de présenter un phénomène scientifique de manière distante avec un recours à des principes pédagogiques ou didactiques mais de plonger le visiteur dans une représentation sensible du sujet. Dans ce type de programmation, le média exposition est réduit à un support de la sensibilité et d'expériences sensorielles ; les intentions des concepteurs seraient de favoriser l'engagement de la part des citoyens.

Par une analyse du discours expographique, nous proposons d'observer de plus près le fonctionnement du mode de médiation de type immersion qui opère dans ces dispositifs qui favorisent une mise en spectacle des thèmes scientifiques sur des sujets qui représentent de véritables enjeux de société. Une mise en parallèle avec une autre proposition plus « traditionnelle » de la Cité des sciences, le programme d'animation traitant du même sujet permettra de saisir comment les modes de médiation de type immersion diffèrent selon les dispositifs et comment ils orientent la réception des messages.

Bibliographie

Belaën F., « La muséographie d'immersion dans les musées de sciences : nouvel instrument de médiation ou

outil marketing ? », in *Culture & Musées – La muséologie alibi*, 5, sous la dir. de S. Chaumier (à paraître).

Bitgood S., *The role of simulated immersion in exhibition*. Rapport technique, n° 90-20, Jacksonville, Center for Social Design, 1990.

Grau O., *Virtual Art. From illusion to immersion*. Cambridge, The MIT Press Massachusetts Institut of Technology, 2003.

Montpetit R., « De l'exposition d'objets à l'exposition-expériences : la muséographie multimédia », p. 7-14, ds Actes du 62^e Congrès de l'ACFAS, *Les muséographies multimédia : métamorphoses du musée*, 17 mai 1994, UQAM, Québec : Musée des civilisations, 1995.

Le travail de mise en circulation des recherches scientifiques auprès des acteurs des politiques publiques : analyse des activités d'une association militante comme expression et construction des représentations des sciences

Philippe BONGRAND
CURAPP, université de Picardie
CES, université Paris IV – Sorbonne

Association créée en 1990 par des militants contre l'échec scolaire, l'Observatoire des Zones Prioritaires (OZP) veut « favoriser la réflexion, les recherches et les actions » dans les zones d'éducation prioritaires (les « ZEP », instruments d'une politique de prise en charge spécifique des territoires les plus propices à l'échec scolaire).

Conformément aux trajectoires biographiques de ses animateurs, l'association entend faire bénéficier les acteurs des ZEP – enseignants comme hauts fonctionnaires – des travaux de recherche en éducation. Certaines de ses activités consistent pour cela à préparer, animer, publier et diffuser des rencontres entre « acteurs » et « chercheurs ». Une enquête de terrain a été menée pendant l'année 2003-2004 pour observer directement ce travail de mise en circulation de savoirs sur l'éducation. Comment désigner les chercheurs à inviter, comment leur passer commande, quelles idées faire passer auprès de quels publics : les actions où sont apparues et/ou ont été résolues ces questions ont été prises comme indicateurs

des représentations des savoirs sur l'éducation (de leurs qualités, de leur rôle souhaitable pour les acteurs de ZEP).

La mise à jour de ce travail de mise en circulation ne fait pas de l'OZP un « troisième homme » entre sciences et publics, mais permet de comprendre comment ce travail peut contribuer à leur production (quels sont ces « sciences » et ces « publics » ?) et à la structuration de leurs rapports (dans quels types de relations sont-ils intégrés ?). En les resituant dans l'histoire des recherches et de la politique des ZEP d'une part, dans l'activité militante générale de l'OZP d'autre part, on peut en effet défendre la thèse suivant laquelle ces modalités concrètes par lesquelles l'association met en circulation des savoirs contribuent significativement à faire de la politique des ZEP une action publique dans laquelle les usages des connaissances savantes sont devenus un mode d'action légitime.

Bibliographie :

Giddens, A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, coll. Théorie sociale contemporaine, trad. O. Meyer, 1994 (1990).

De la société du progrès à la société du risque. Les transformations conjointes des relations entre science, État, marché et espace public en France depuis 1945

Christophe BONNEUIL

CNRS, centre Koyré d'Histoire des Sciences et des Techniques

Ce dernier demi-siècle a connu d'importantes transformations des rapports entre science et société.

D'une part, l'État « entrepreneur de science » des trente glorieuses, soutien de la recherche « fondamentale » pratiquée par des communautés savantes fonctionnalisées en expansion, tend à s'essouffler, tandis que s'affirme un pilotage plus direct de la production des savoirs par le marché. S'est alors déréglé un contrat tacite entre science et société qui prenait sens dans un compromis social plus large marqué par la prééminence d'un État providence et modernisateur.

D'autre part, la période récente est marquée par la montée du « risque » dans l'espace public, par une distanciation de la société par rapport au « progrès », par une crise de la délégation et une demande de participation des simples citoyens et des groupes concernés à la régulation et à la production des savoirs, par l'émergence – au-delà des canaux traditionnels de la « diffusion » – de nouvelles formes d'appropriation et de production des savoirs.

Cette double intrusion des « marchands » et des « profanes » dans la science peut conduire certains à la

nostalgie d'un âge d'or passé. Elle représente surtout un formidable défi pour l'avenir : inventer un nouveau contrat entre science et société.

La communication esquissera une synthèse historique de ces évolutions en caractérisant quatre périodes : les trente glorieuses, les années 1968-1980, les années 1980, et enfin les quinze dernières années.

Quand l'Europe mesure les représentations de la science : une analyse critique des Eurobaromètres

Suzanne de CHEVEIGNÉ
SHADYC (EHESS / CNRS), Marseille

L'Union européenne attache depuis fort longtemps une grande importance à la mesure des « perceptions de la science ». Les grands sondages Eurobaromètres, réalisés dans tous les pays de l'Union, anciens et nouveaux, sont à intervalle régulier consacrés à ce thème, que ce soit à propos de la science en général ou à propos d'applications spécifiques, telles que les biotechnologies, les nanotechnologies ou les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Quels modèles de la science (et de la société) sous-tendent une telle approche ? Quelles sont les causes et les conséquences de ces choix méthodologiques ? Quels liens peut-on tisser avec des résultats d'enquêtes par entretien ? Si certaines de ces questions ont été largement travaillées lors de sempiternels affrontements entre méthodes quantitatives et méthodes qualitatives, l'échelle européenne introduit des éléments nouveaux. Que ce soit dans l'imposition de modèles théoriques propres à des traditions épistémologiques nationales ou par l'opacité de la langue mise en évidence par des difficultés de traduction, les Eurobaromètres soulèvent des problèmes spécifiques qu'il est important de discuter ici. Ces problèmes sont-ils rédhibitoires, ou bien ces grands instruments peuvent-ils apporter des éclairages utiles pour les chercheurs qui se penchent sur les relations entre Science, Médias et Société ? À partir d'exemples précis, nous tenterons de répondre à cette question.

Science et idéologie. Exemples en Didactique. Épistémologie de la Biologie

Pierre CLÉMENT

LIRDHIST, université Claude Bernard, Lyon I

La didactique des sciences s'intéresse aux processus de transmission/appropriation de connaissances scientifiques dans les médias aussi bien que dans les écoles, collèges, lycées et établissements d'enseignement supérieur. La didactique ne peut se passer d'une approche épistémologique et historique des contenus scientifiques, ni de l'analyse de leurs enjeux sociaux.

Je présenterai d'abord un article publié dans la revue *Nature*, promouvant une image spectaculaire d'IRM fonctionnelle qui illustre une différence entre cerveaux d'hommes et de femmes. Les choix de la revue, naturalisant comme causale cette légère différence et étouffant les non-différences tout aussi démontrées par le même travail, allient science et idéologie. Les vulgarisateurs, ensuite, ont largement diffusé cette image comme support scientifique d'une position idéologique.

Sur le même exemple du cerveau et de l'épigenèse cérébrale, seront ensuite analysés les programmes scolaires et les conceptions d'enseignants de biologie, en France comme en Tunisie et au Liban. Dans ces deux derniers pays, la thèse craniologique reste étonnamment vivace. De façon plus générale, l'idéologie héréditariste imprègne fortement les programmes et manuels scolaires de biologie, sous couvert de simplification pour enseigner le rôle du génotype sur le phénotype : ce qui conduit aux messages réducteurs : un gène → un caractère, et à la

promotion de la notion de programme génétique pourtant très controversée aujourd'hui par les chercheurs.

D'autres exemples seront rapidement présentés, notamment dans le domaine de l'Éducation à l'Environnement et à la Santé : difficulté des enseignants à concevoir des cycles et régulations dans un écosystème ; conception pasteurienne de la maladie (un microbe → une maladie)...

C'est à partir de tels constats que nous avons rédigé un projet européen, dont le financement vient d'être obtenu, nommé « Biology, Health and Environmental Education for better Citizenship ». Il rassemble vingt équipes de dix-neuf pays, et démarre en ce moment même, pour une durée de trois ans. J'en assure la coordination avec deux collègues (Portugal et Allemagne). J'en présenterai les principaux objectifs et enjeux.

Rôle des médias dans un collectif de recherche. Le cas d'une banque d'ADN constituée à des fins d'épidémiologie génétique

Pascal DUCOURNAU
INSERM U 558 / CNRS / CERS

Nous assistons actuellement à une multiplication de projets de banques d'ADN constituées à des fins de recherche en épidémiologie génétique. Ces banques permettent de croiser des informations génétiques, médicales et sociales dans des populations plus ou moins larges en fonction des projets de recherche. Ces derniers visent à identifier des interactions gènes-environnement dans l'usage des médicaments (pharmacogénétique) et dans la survenue de maladies communes comme les pathologies cardio-vasculaires. De tels projets de recherche font l'objet d'encadrements juridiques et éthiques qui mettent généralement l'accent sur la règle du consentement éclairé des personnes sollicitées pour participer à la constitution de ces banques.

Les médias peuvent jouer un rôle non négligeable dans les processus d'information et de participation des populations lors de tels projets. C'est du moins ce qui ressort d'une étude relative au consentement éclairé que nous menons dans le cadre de la constitution d'une banque d'ADN dans le sud-ouest de la France. En effet, certains de ces projets de banque, comme celui que nous avons plus particulièrement étudié, se développent sans interactions préalables entre acteurs biomédicaux et participants potentiels, sans constitution de « collectifs

hybrides » permettant des « apprentissages croisés » et l'instauration d'une relation de « plain-pied » entre spécialistes et profanes (Callon, Licoppe 2000 ; Callon, Lascoumes, Barthe 2001). En l'absence de telles interactions directes et continues entre acteurs biomédicaux et participants effectifs ou potentiels, les médias se présentent comme intermédiaires entre acteurs, fournissant aux profanes des sources d'information sur la « génétique » en général, sur la recherche biomédicale et ses institutions. De ce fait, les médias peuvent donc activement intervenir dans le processus d'« éclairage » des personnes et dans l'expression de leur consentement à la recherche.

Au travers d'une soixantaine d'entretiens semi-directifs que nous avons réalisés avec des participants donateurs d'ADN, il apparaît que ces derniers font parfois référence aux médias dans l'exposition de leurs perceptions de l'ADN ; les médias s'y présentent par ailleurs, de manière récurrente, comme leur ayant apporté des informations relatives au clonage, aux manipulations génétiques et à l'utilisation des empreintes génétiques dans des buts d'identification des individus. Ces trois thématiques non seulement structurent généralement les discours des participants à propos de la « génétique » et de l'ADN, mais aussi organisent le champ de leur propre réflexion et de leurs éventuels questionnements sur le devenir des échantillons génétiques qu'ils ont consenti à mettre en banque. On observe par ailleurs que ces réflexions et questionnements éventuels connaissent des variations interindividuelles. Ainsi, si les médias paraissent guider les participants, ce n'est qu'à un second degré, au niveau de la structuration de leur « éclairage » sur la recherche en génétique à partir duquel se construit leur acceptation d'un projet de recherche particulier.

De manière similaire, les participants peuvent mobiliser dans leurs perceptions des acteurs biomédicaux

et de l'institution de recherche, des références ayant trait à ce qu'ils désignent comme des « affaires » ou des « scandales » dans lesquelles les médias ont été partie prenante. Qu'ils abondent dans le « sens » des médias ou qu'ils en fassent la critique (« ils amplifient toujours, ils déforment »), il n'en demeure pas moins que le discours médiatique tend dans ce cas aussi à structurer leur propre champ de réflexion et leurs positionnements.

Cette observation nous amène à revenir, à titre de piste de réflexion, sur la thèse d'une « fabrication du consentement » par les médias. Il semble que les éléments de réflexion et d'information qui permettent aux personnes de consentir à telle ou telle entreprise technoscientifique ne soient pas à proprement parler dictés par le discours médiatique mais plutôt circonscrits dans le champ des possibles réflexifs tel qu'il peut être défini par ce dernier.

Les recherches sur les publics dans les musées

Jacqueline EIDELMAN
CERLIS / CNRS

La plupart des chercheurs qui se sont livrés à une exploration du changement dans le monde de la culture et des musées ont le plus souvent procédé d'une échelle de légitimité culturelle immuable et d'un temps qui ne produit pas autre chose que de la sédimentation et de la réactivation. Les musées et expositions connaissent un afflux de visiteurs ? Succès équivoque. Des genres de musées très différents voient le jour ? Seuls comptent vraiment les musées d'art. Contextes et circonstances de la visite se transforment ? Il ne s'agit que de conduites consuméristes qui cherchent à copier des comportements élitaires. Tout se passe comme si le fait qu'aujourd'hui, près d'un Français sur deux se rend dans un musée ou une exposition au moins une fois dans l'année, et ce sans compter les scolaires, n'était qu'illusion d'optique. Tout se passe comme si les individus n'établissaient qu'une fois pour toutes un seul type de rapport avec la culture. Or l'on sait que celui-ci est aussi plastique que chaque histoire de vie, aussi pluriel que l'est chaque individu, aussi ouvert que l'éventail des facteurs et des processus concourant à la formation d'identités. Si donc on abandonne l'idée d'un strict déterminisme, d'une reproduction sociale toujours confirmée, alors le lien social de culture qui s'actualise au musée peut parfaitement s'appréhender à travers la dynamique des échanges et la nature des engagements individuels. Ici, on ménage toute sa place à l'intentionnalité des acteurs, à la

représentation qu'ils se font de leurs moyens, aux stratégies qu'ils développent et aux objectifs qu'ils visent. Autrement dit, on pense le rapport des individus à la culture, comme une prise de risque calculée face à des situations plus ou moins complexes et des rencontres plus ou moins déstabilisantes, mais dont ils attendent qu'elles débouchent sur une vision du monde consolidée et un principe d'action. C'est pourquoi on doit concevoir le musée comme une fabrique non seulement du social mais de l'individu. Cette conception nous a conduit à suggérer la mise en place au Musée de l'Homme d'un comité de visiteurs, qui à l'instar des comités scientifiques et muséographiques, sera partie prenante de la refondation du musée. Une telle proposition devrait permettre d'affiner notre modèle d'un musée qui joue le rôle de médiateur du social et de l'individu, ou pour reprendre la belle expression de P. Ricœur, de compréhension de « soi-même comme un autre ».

Histoire et identité : ce que l’Australian Museum nous raconte

Fabienne GALANGAU-QUÉRAT

MNHN, laboratoire Communication, culture et Société

En Australie, l’affirmation du musée comme lieu de construction identitaire date des années 1970. L’enjeu que cela sous-tend est devenu au cours des dix dernières années, une préoccupation majeure des professionnels de musées. Notre objectif est ici de contribuer à la réflexion globale à partir d’une analyse de cas, celui de l’Australian Museum. Ce musée constitue en effet une illustration significative de la façon dont les changements culturels et idéologiques d’une société peuvent s’exprimer au sein d’une institution muséale.

La fondation de l’Australian Museum remonte à 1827, soit près de quarante ans après la création de la première colonie pénale qui marque la naissance de l’Australie blanche, longtemps définie comme une colonie annexée pacifiquement. La réalité est plus complexe et s’est accompagnée du déclin très rapide des populations aborigènes et de l’affaiblissement de leurs structures sociales. Par ailleurs, il faut attendre que la « conquête » de l’Australie s’achève, pour que l’idée d’un musée d’histoire naturelle prenne vraiment forme.

Durant les cinquante premières années, l’Australian Museum se caractérise surtout par l’absence d’artefacts aborigènes. Les objectifs classiquement attribués au musée d’une colonie sont la valorisation des productions locales et la mise en évidence de la conquête du territoire. Ce que l’Australian Museum montre alors, c’est bien ce sur quoi la jeune colonie assied sa légitimité :

l'occupation du territoire et la maîtrise de ses productions. L'absence de traces aborigènes dans ce « carnet de note » de la colonie nie indirectement l'usurpation du territoire des Aborigènes sur laquelle l'Australie blanche se construit.

Plus tard, l'indépendance vis-à-vis de l'Angleterre s'accompagne d'un nouveau regard sur les productions aborigènes. L'Australian Museum développe alors un secteur d'exposition consacré uniquement aux collections ethnographiques australiennes. Et jusque dans les années 1960, les modes de présentation y confortent le clivage entre une nation blanche et civilisée et les peuples aborigènes noirs et sauvages.

Depuis 1967, la renaissance aborigène est indiscutablement une caractéristique de l'Australie contemporaine. Au travers des actions qu'ils mènent, les grands musées australiens se positionnent comme des acteurs du changement social. Mais l'Australian Museum se veut plus : après avoir été une forteresse de l'impérialisme colonial, il se situe aujourd'hui comme promoteur de ce changement social et veut participer à la création de références identitaires proprement australiennes.

Faut-il voir là une nouvelle vocation muséale ? Ou bien doit-on analyser ces développements comme la suite logique d'une histoire marquée par le spectre de la violence muette faite aux Aborigènes ? L'Australian Museum nous apparaît comme un cas emblématique d'indicateur social reflétant le double processus de définition identitaire : celui de l'Autre et de soi-même.

Une nouvelle transparence dans la communication des savoirs et des incertitudes scientifiques ? Le rôle des Agences

Céline GRANJOU, Marc BARBIER
INRA, laboratoire SAD

La circulation des savoirs scientifiques est aujourd'hui marquée par un nouveau rapport à l'incertitude, lié au développement de la thématique des risques. En témoigne, suite à diverses crises sanitaires, l'institutionnalisation d'acteurs inédits intensifiant la circulation des discours scientifiques, les Agences d'expertise et de veille : leurs avis, destinés à éclairer l'action politique, sont largement publics. Nous considérons qu'il s'agit là d'une nouvelle forme de discours intermédiaire entre recherche et communication, et visons à préciser les caractéristiques de ce discours : de quelle autorité dispose-t-il ? Quelles représentations de la science véhicule-t-il ? Quels sont ses publics et comment ceux-ci appréhendent-ils cette parole scientifique ?

Nous abordons ainsi le travail communicationnel de l'AFSSA¹ : en mobilisant divers matériaux (presse généraliste et vétérinaire, entretiens avec des professionnels de l'élevage, éléments d'analyse du fonctionnement de l'AFSSA), nous étudions la médiatisation de l'hypothèse d'« ESB ovine », qui fournit une occasion de mise à l'épreuve du dispositif de déconfiscation de l'expertise. Cet exemple montre comment la légitimité de la publicité donnée par l'AFSSA à certaines incertitudes a pu être criti-

1. Agence Française de Sécurité Sanitaire et Alimentaire, créée en 1999.

quée par les acteurs politiques et professionnels, et suggère ainsi le rôle joué par l'Agence dans l'ouverture d'un espace de débat. Ce travail de médiation n'est pas seulement le reflet d'une volonté de démocratiser l'expertise, mais c'est aussi, pour cette agence, un discours de démarcation et d'indépendance vis-à-vis des tutelles. Ce discours met en scène une activité d'expertise soutenue par des travaux scientifiques, selon un registre qui s'oppose à celui de la vulgarisation, marqué par un travail de dissimulation du caractère fabriqué et conditionnel des faits scientifiques. On voit alors l'importance prise par l'exercice même de communication dans un tel dispositif de gouvernance des risques collectifs.

Bibliographie

Beck, U., *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001.

Borraz, O., Friedberg, E., *Accompagnement du processus d'auto-évaluation de l'AFSSA. Note de synthèse*, CNRS, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2003.

Godard, O., « L'ambivalence de la précaution et la transformation des rapports entre science et décision », ds O. Godard (éd.), *Le Principe de précaution dans la conduite des affaires humaines*, MSH-INRA, 1997, p. 37-84.

Hirsch, M., « L'expertise scientifique indépendante dans un établissement public : l'exemple de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments », *Études et documents du Conseil d'État*, 52, 2001, p. 427-440.

Latour, B., *La Science en action*, Paris, Gallimard, 1989.

Restier-Melleray, C., « Experts et expertise : le cas de la France », *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 4, 1990, p. 540-585.

Roqueplo, P., *Le Partage du savoir : science, culture, vulgarisation*, Paris, Le Seuil, 1974.

Urfalino, P., « L'apport de la sociologie des décisions à l'analyse de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé », 17^e séance du séminaire *Risques collectifs et situations de crise*, 4/2000.

STS, SIC, SMS, SHS : réflexions sur les sigles et les « champs » qu'ils balisent

Baudouin JURDANT
CRECI, université Paris VII

« Les sciences en voie de formation ont le privilège, médiocrement enviable, de servir comme d'un asile provisoire à tous les problèmes qui flottent dans l'air, sans avoir encore trouvé leur véritable place. Par l'indétermination et l'accès facile de leurs frontières, elles attirent tous les « sans-patrie » de la science, jusqu'à ce qu'elles aient pris assez de force pour rejeter hors d'elles tous ces éléments étrangers ; l'opération est parfois cruelle, mais elle épargne bien des déceptions pour l'avenir. » C'est ainsi que, dans un article publié par *L'Année sociologique* de 1896-1897, Georg Simmel caractérisait cette « science nouvelle » qu'était la sociologie. Une telle remarque devrait pouvoir s'appliquer à deux domaines qui, depuis une trentaine d'années, pouvaient légitimement et parallèlement correspondre à des « sciences en voie de formation », pour reprendre l'expression de Simmel : le domaine que l'on identifie encore souvent sous l'acronyme STS et le domaine qui correspond aujourd'hui aux sciences de l'information et de la communication et que je désignerai selon un usage assez répandu par l'expression « infocom ». Il existe d'ailleurs entre ces deux champs des zones d'intersection évidentes qui se situent à plusieurs niveaux. La vision « STS » du développement des sciences modernes s'est différenciée de la philosophie traditionnelle des sciences en donnant toute son importance au rôle que l'information et la communication ont pu jouer dans ce développement.

À tel point que l'on pourrait même considérer que c'est notamment à travers le prisme de l'information et de la communication que les formes spécifiques de l'intérêt « STS » pour les sciences ont le mieux révélé l'originalité de ses perspectives, la diversité de ses investissements et la profondeur de ses résultats. Je donne ici un sens très large aux termes « information » et « communication » en incluant dans le champ sémantique couvert par la conjonction de ces deux termes, les notions de négociation, inscription, publication, diffusion, vulgarisation, etc.

Mais, curieusement – et malgré une synchronie relative dans le tempo qui a marqué la maturation de ces deux champs d'investigation – cette parenté thématique entre STS et Infocom n'a guère été exploitée. On assiste même à la mise en place d'une sorte d'imperméabilité réciproque des deux domaines. Il semble donc intéressant d'interroger l'échec d'une osmose prévisible, attendue et parfois même annoncée. Pourquoi STS et Infocom restent-ils si éloignés l'un de l'autre malgré l'évidence de leur parenté ? Telle est l'une des questions à laquelle cet article voudrait répondre.

Figures et enjeux de l'éthique dans l'actualité scientifique de la presse quotidienne française

Christiane KAPITZ
Laboratoire C2So, ENS LSH, Lyon

L'éthique a quitté le champ exclusif de la littérature et de la philosophie qu'elle occupait jusqu'au XIX^e siècle pour s'appliquer à des secteurs spécialisés d'activités sociales, notamment celui des sciences. L'éthique s'est ainsi constituée comme champ de réflexion « morale » dans un domaine où les progrès cognitifs, les exploits techniques et les enjeux sociaux s'inscrivent dans une tension entre espoir et crainte. L'éthique constitue de plus en plus une démarche centrée sur la recherche de solutions à des conflits de valeurs, notamment dans le monde de l'intervention biomédicale. Depuis les années 1980, en France, l'éthique s'inscrit dans des structures « ad hoc », les comités d'éthique. Le modèle le plus représentatif dans le domaine biomédical, est le Comité Consultatif National d'Éthique, créé par le pouvoir exécutif en 1983. La composition de cette instance (avec une sur-représentation des scientifiques) témoigne d'une règle du jeu explicite commandant l'activité « éthique » : être nanti d'une compétence non directement morale, mais scientifique (ou médicale), la seconde garantissant la première.

Ce mode de légitimation ne va pourtant pas de soi et mérite d'être analysé. En effet, si le savoir « savant » constitue une condition préalable à la réflexion morale, l'éthique ne peut s'exercer que dans des cercles très restreints. D'autre part, si l'éthique est « confisquée » par

des experts, elle met en péril le débat public sur les enjeux de la recherche.

Comment les questions éthiques s'incarnent-elles dans le discours de presse ? Celui-ci contribue-t-il à présenter celles-ci comme un domaine d'expertise ou au contraire permet-il le débat par la multiplicité des acteurs et des espaces occupés au sein du journal ?

Le thème retenu pour cette étude est celui des greffes d'organes. Leurs enjeux concernent à la fois l'individu et la collectivité. À l'échelle individuelle, les greffes concernent des acteurs directement engagés (donneurs, receveurs et intervenants médicaux du moment). À l'échelle collective, les enjeux touchent aux valeurs de fond qui structurent les rapports sociaux, notamment la solidarité. Ce thème représente un objet d'étude particulièrement intéressant pour observer la place du questionnement éthique relayé par les médias, ainsi que les modalités du débat science-société.

Ce travail repose sur l'analyse synchronique (*Le Figaro*, *L'Humanité*, *La Croix*) et diachronique (1990-2000) d'un corpus d'articles de presse. L'orientation de ce travail est sociodiscursive. Elle est basée sur les travaux de M. Foucault et E. Veron. Il s'agit de mettre en évidence les rapports de légitimité entre les acteurs et les institutions en présence et les processus de circulation des savoirs. Nous pourrions ainsi répondre à la question essentielle : l'éthique est-elle un enjeu de débat public aujourd'hui ? Cette présentation constitue les premiers résultats d'une recherche actuellement en cours dans le cadre d'une thèse.

Bibliographie

Ambroselli C., « Comité d'éthique, histoire d'un défi », *Autrement*, 13, 1991.

Carvais R., Sasportes M. (sous la dir. de), « La greffe humaine », ds *Certitudes éthiques : du don de soi à la tolérance de l'autre*, Paris, PUF, 2000.

Foucault M., *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.

Herve C., « Éthique et avancées technologiques : enfin un partenariat intelligent », *Le scialytique*, 14, avril-mai 2002, p. 2-4.

Memmi D., *Les gardiens du corps. Dix ans de magistère bioéthique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1998.

—, « La compétence morale », *Politix*, 17, 1992, p. 104-124.

Veron E., *La semiosis sociale. Fragments d'une théorie de la discursivité.*, Vincennes, Presses universitaires de Vincennes, 1987.

La « démocratie technique » au pays de la démocratie directe : l'espace public helvétique et les enjeux scientifiques

Alain KAUFMANN

Interface Sciences, Médecine et Société,
Université de Lausanne

Les dernières décennies ont été marquées par une prolifération d'initiatives ayant pour objectif la promotion de la culture scientifique : festivals, semaines de la science, expositions, opérations du type « main à la pâte », etc. Ces actions émanent tant des musées et des centres de culture scientifique et technique que des milieux scolaires, de certaines agences gouvernementales ou de fondations ; beaucoup plus rarement des milieux scientifiques et des universités. Le plus souvent, ces initiatives restent largement imprégnées par le paradigme de la vulgarisation ou du « Public Understanding of Science » développé au milieu des années 1980. Elles sont généralement déconnectées d'autres activités conduites par des instances comme les offices de « Technology Assessment » (TA) ou les commissions d'éthique qui partagent pourtant une partie de leurs objectifs qui tendent à promouvoir une participation des parties prenantes et des citoyens susceptibles de contribuer à l'orientation des choix scientifiques et techniques.

Nous dresserons, à la lumière de notre expérience au sein de l'Interface Science, Médecine et Société de l'université de Lausanne et d'autres structures à l'échelon fédéral, un bref panorama des développements récents intervenus en Suisse ces dernières années. Nous appuyant en particulier sur l'approche en terme de « démocratie

technique » développée par M. Callon (1999), nous montrerons que comme dans la plupart des autres pays, les différentes actions entreprises ont eu relativement peu d'effet sur la sphère politique et scientifique. Il faut pourtant souligner que la démocratie directe qui caractérise la Suisse autorise, à la faveur des procédures politiques, la réalisation d'une sorte de « Technology Assessment informel » à l'échelle de l'espace public, comme ce fut le cas de manière emblématique à l'occasion de la votation sur le génie génétique en 1998. Les biotechnologies – génie génétique et recherche sur l'embryon en particulier – demeurent un vecteur essentiel de controverses et de mobilisations des acteurs dans l'espace public.

Même s'il faut se réjouir de la multiplication des institutions et des professionnels en charge de la culture scientifique et technique, du Technology Assessment ou de l'éthique, cette tendance demeure fragile. Il existe même un risque que ce renforcement se fasse en partie au détriment de l'implication directe des chercheurs et des ingénieurs dans l'espace public.

Pour une épistémologie des pratiques médiatiques

Bertrand LABASSE
CECP, Lyon et université Lyon I

Les tensions entre les producteurs de connaissances et les diffuseurs de ces connaissances dans l'espace public sont bien connues et largement documentées¹. Elles sont sous-tendues par un conflit de légitimité qui porte non seulement sur l'expression du réel (*quelle est la façon correcte de dire*) mais aussi, plus en amont, sur la perception de ce même réel (*quelle est la façon correcte de savoir ?*).

D'un point de vue scientifique, les médias recourraient régulièrement à une lecture incorrecte des situations, particulièrement manifeste dans le cas des risques technologiques et médicaux. Mais le « point de vue scientifique », justement, conduit plus à dénoncer des « cancre » qu'à comprendre les logiques d'un processus si récurrent : ce qui est scientifiquement incorrect est-il médiatiquement incorrect ? Ainsi posée, la question trahit un déséquilibre significatif : d'un côté un appareil épistémologique très formalisé – *la (ou les) méthode(s) scientifique(s)* –, de l'autre côté des approches du réel particulièrement vagues. Celles-ci peuvent-elles néanmoins témoigner d'une « façon de savoir » spécifiquement journalistique ?

1. Voir notamment Nelkin, D., *Selling science : how the press covers science and technology*, New York, Freeman, 1987 ; et, pour des éléments quantitatifs, Hartz, J. et Chappell, R. , *Worlds Apart : How the Distance Between Science and Journalism Threatens America's Future*, Nashville, First Amendment Center, 1997.

Pour approcher ce problème, on partira de l'exemple des informations concernant le vaccin contre l'hépatite B, parues en novembre 2002 dans la presse quotidienne nationale. Ces informations se fondaient sur le rapport d'un expert judiciaire faisant lui-même état d'un document interne « accablant² » : « de l'aveu même des autorités³ », le vaccin administré systématiquement dans les écoles entre 1994 et 1998 aurait provoqué une véritable catastrophe sanitaire. L'analyse des articles parus révèle néanmoins des erreurs importantes, tant sur le plan factuel (le document présenté comme un aveu ne l'est aucunement) qu'en termes d'interprétation. Ces erreurs peuvent toutes s'expliquer par de très forts effets de cadrage⁴ cognitif. Outre le tronc commun en jeu dans la plupart des risques (« militants courageux et administration aveugle »), les médias, dans leur majorité reprennent purement et simplement le scénario fourni dix ans plus tôt par l'affaire dite « du sang contaminé », dont seuls changent les acteurs et quelques circonstances, alors que la situation est profondément différente. Ce cadre, à l'instar d'un paradigme kuhnien⁵, oriente les questionnements sur certains aspects et en occulte d'autres, plus importants en l'espèce.

Toutefois, le plus intéressant est de constater qu'entrent par ailleurs en concurrence des cadres d'une nature particulière, des « cadres épistémologiques », c'est-

2. *Le Figaro*, 14 nov. 2002, « Vaccination contre l'hépatite B : l'État accusé de négligence ».

3. *Le Monde*, 15 nov. 2002, « Un rapport d'expertise met en cause la vaccination massive contre l'hépatite B ».

4. Pour une approche sociologique du cadrage, voir Goffman, E., *Les cadres de l'expérience*, Paris, Éditions de Minuit, 1991. Pour une approche plus psychologique, voir Minsky, M., *A framework for representing knowledge*, ds P. H. Winston (éd.), *Psychology of Computer Vision*, New York, McGraw-Hill, 1975, p. 211-277.

5. Kuhn, T. S., *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 2e éd., 1983.

à-dire des « façons légitimes de savoir ». Le cadre épistémologique scientifique permet d'estimer que le vaccin n'est pas dangereux, mais le cadre épistémologique judiciaire, lui aussi très formalisé (procédure pénale, etc.) suggère le contraire à ce stade. Et le cadre sensible, celui des présumées victimes, qui quoique informel n'est pas moins légitime⁶, appuie dans ce sens.

Face à tant d'approches, le journalisme est-il condamné à ne reposer que sur un patchwork incertain des différentes « vérités » (scientifique, judiciaire, etc.) qui s'offrent à lui, ou relève-t-il par lui-même un cadre épistémologique spécifique, donc producteur d'une « vérité » spécifique ? Si le dénuement de la vulgate professionnelle incite à en douter, la voie de l'épistémologie comparée apporte en revanche des éléments troublants. Comparées à diverses « façons de savoir » formalisées, les méthodes journalistiques manifestent des traits particuliers, qui les distinguent en outre de la connaissance de l'« homme de la rue ». Il est donc possible qu'il existe bien, en tout cas en germe, une « façon de savoir » journalistique. Mais en l'état, celle-ci est beaucoup trop lacunaire et insuffisamment partagée par les professionnels pour que ceux-ci puissent pour autant exciper d'une « vérité journalistique ». En revanche, l'approche épistémologique offre des perspectives nouvelles sur la compréhension des pratiques, et même leur perfectionnement.

6. « Nous connaissons la vérité non seulement par la raison mais aussi par le cœur », Pascal, B. (1952), *Pensées sur la Religion*, (éd. de Louis Lafuma), Paris, Éditions du Luxembourg, p. 76.

Le débat public sur les effets des médias : complexification et hybridation des processus de circulation des savoirs

Jean-Mathieu MÉON
Groupe de Sociologie Politique Européenne
IEP, Strasbourg

La question des effets des médias est au cœur de polémiques récurrentes dans l'espace public. Ces débats témoignent de la circulation des analyses savantes de cette question, celles-ci faisant partie intégrante des registres argumentaires qui s'y trouvent mobilisés. Le traitement public et médiatique des effets de la violence télévisée est doublement intéressant au regard de la circulation sociale des savoirs. En effet, l'analyse de ces débats permet de mettre en évidence une complexification des processus de la circulation tout en éclairant la portée effective de cette circulation, notamment en terme d'orientation des politiques publiques en matière de contrôle de l'audiovisuel.

Ces débats invitent à dépasser une analyse en termes de « transmission d'un savoir savant en direction d'une sphère profane ». Les analyses savantes qui y sont discutées ne sont pas avancées uniquement par des acteurs scientifiques, des acteurs associatifs ou institutionnels contribuant également au débat. Cette participation ne se limite pas seulement à une reprise ou à une synthèse d'arguments scientifiques : en publiant en 1995 une analyse quantitative de la violence des fictions télévisées, le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) a ainsi produit un travail à vocation scientifique. L'utilisation militante des savoirs ne relève donc pas ici d'une simple

instrumentalisation. Elle révèle plutôt des opérations d'hybridation entre le « savant » et le « profane » et le flou des frontières qui en résulte. Ces processus font évoluer les rapports de légitimité entre les acteurs « savants » et les acteurs « profanes » en ne donnant finalement à voir des différences que statutaires.

Deux séries d'éléments amènent cependant à relativiser la portée de cette circulation. D'une part, circulent avant tout les savoirs dont la plasticité et les formes permettent leur exploitation médiatique et militante. D'autre part, comme le mettent en évidence le rapport Kriegel de 2002 ou le fonctionnement concret des services du CSA en charge du contrôle des programmes, les analyses savantes n'ont qu'une incidence réduite dans la définition et la conduite effective des politiques. Le rôle des savoirs ainsi diffusés – et revendiqués – n'apparaît donc que comme celui de « comparses », comme celui d'un élément de définition de la politique parmi d'autres.

Cette communication s'appuie sur un corpus de documents écrits publiés par les acteurs du débat étudié (rapports, tribunes dans la presse) ainsi que sur une observation participante réalisée au sein du CSA (été 2001). L'analyse présentée ici s'inscrit dans un travail plus large sur la construction sociale du « problème » des effets des médias et sur la genèse et le fonctionnement des dispositifs de contrôle des contenus (presse, télévision) au titre de la protection de la jeunesse.

Bibliographie

- Bourdieu P., *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.
- Le Grignou B., *Du côté du public. Usages et réceptions de la télévision*, Paris, Economica, 2003.
- Neveu E., *Une société de communication ?*, Paris, Montchrestien, 2001 (3^e éd.).

Siméant J., « Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », ds Hamman P., Méon J.-M., Verrier B., *Discours savants, discours militants : Mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 17-53.

Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, *Enquête sur la représentation de la violence dans la fiction à la télévision*, Paris, CSA, Les documents du CSA, nov. 1995.

Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, *Protection de l'enfance et de l'adolescence à la télévision*, Paris, CSA, janv. 2003.

Kriegel B., Ministère de la Culture et de la Communication, Mission d'évaluation, d'analyse et de propositions relative aux représentations violentes à la télévision, *La violence à la télévision. Rapport de Madame Blandine Kriegel à Monsieur Jean-Jacques Aillagon, Ministre de la Culture et de la Communication*, nov. 2002 (rapport édité aux PUF en fév. 2003).

Les revues de cellule recherche de la branche Famille de la Sécurité sociale : processus scientifiques et modes de légitimation politiques des politiques familiales

Jérôme MINONZIO

Pôle recherche et prospective, CNAF

Les revues scientifiques de la branche Famille de la Sécurité sociale participent à la construction et à la légitimation des politiques familiales. Élément essentiel de la politique de communication de l'institution, carrefour entre hauts fonctionnaires, experts des sciences sociales et praticiens issus du terrain, ces revues sont de véritables forums de politiques publiques. La diversité de leurs auteurs et des contributions reflète les ambiguïtés d'une recherche appliquée au service d'une politique sociale. Ces revues illustrent le rôle en sciences sociales dans l'évolution des représentations des acteurs politiques familiales, fruit d'un travail complexe d'hybridation entre expertises scientifiques et considérations politiques et morales (Lenoir 2003). Ces publications constituent ainsi un terrain d'observation privilégié des phénomènes de traduction des théories sur la famille issues des sciences sociales (Barthe *et alii* 2001) afin qu'elles soient recevables dans des espaces bureaucratiques.

Dès 1946, la branche Famille de la Sécurité sociale s'est dotée d'un organe de coordination des recherches, chargé également de la publication et de la diffusion des résultats produits ou commandés par les CAF. Cette politique de valorisation se concrétise par la création de la revue *Informations Sociales*, dont le but est de contribuer

à la formation générale des travailleurs et des cadres sociaux. Très rapidement, cette revue se fait l'écho du renouveau de la démographie et des sciences sociales (Rosental 2003). Elle rend compte de la diversification du champ des recherches sur la famille et les politiques sociales dans les années 1970 et 1980, notamment l'évolution des politiques familiales vers des politiques sociales en direction des familles (création de l'API en 1976, gestion du RMI par les CAF à partir de 1988). Cette évolution n'est pas sans heurter le compromis familialiste (Commaille 1996) qui sous-tend les politiques familiales depuis 1945. Et les thèmes abordés par les *Informations sociales* sont parfois l'objet de débats houleux au Conseil d'administration de la CNAF. Ces tensions récurrentes ont perduré au cours des années 1990, alors que les publications de la CNAF se sont étoffées pour répondre à la diversification des besoins de recherches et d'études. De nouveaux supports ont été créés comme *Recherches et Prévisions*, revue scientifique à comité de lecture ou la revue électronique de synthèse *l'Essentiel*.

Bibliographie

Barthe, Y., Callon, M., Lascoumes, P., *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil, 2001.

Commaille, J., *Misères de la Famille. Question d'État*. Paris, Presses de Sciences-Po, 1996.

Demongeot, J.-F., « La régulation politique du rapport entre l'État et la famille », *Raisons Politiques*, 6, mai 2002, p. 81-92.

Godard, F., « Recherche sur la ville : clercs ou experts ? », *Sociologie du Travail*, vol. 37, 2, 1995, p. 277-299.

Lenoir, R., *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Le Seuil, 2003.

Prigent, R. (dir.), *Le Renouveau des Idées sur la Famille*, Institut National des Études Démographiques, coll. Travaux et Documents, Cahiers n° 18, 1954.

Rosental, P.-A., *L'Intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, La Découverte, 2003.

De la médiation à la médiatisation des faits scientifiques et technologiques : évolution ou déplacements ?

Sophie MOIRAND

CEDISCOR / SYLED, université Paris III – Sorbonne
nouvelle

On voudrait s'interroger ici sur l'évolution constatée des études portant sur la diffusion des sciences et des techniques dans le champ des sciences du langage, depuis le début des années 1970.

Lorsque des linguistes se sont penchés en France sur des textes dits de vulgarisation, ils l'ont fait en les comparant aux objets qu'ils connaissaient, les langues de spécialité, et avec des catégories héritées du structuralisme. L'approche lexico-syntaxique a ainsi privilégié comme objet de recherche cette « traduction interlinguale » qui consiste à reformuler les mots des savants (les termes) dans des formulations accessibles au grand public. Cela correspondait à la représentation prototypique d'une situation de médiation héritée de la visée humaniste du XIX^e siècle : le savant (ou plus fréquemment le médiateur, dit « le troisième homme ») essaie de mettre à la portée du public les connaissances nouvelles que produit la Science (*L'astronomie populaire* de Camille Flammarion est un bon exemple de cette tradition, que l'on trouve dans la presse comme dans l'édition).

Un premier déplacement s'est opéré autour des années 1980, même si la représentation de la situation de médiation n'avait pas encore évolué. Dans un certain nombre de travaux, il ne s'agit plus d'étudier la langue de la vulgarisation à des fins de comparaison avec la langue de

spécialité, mais les discours qui sont produits dans la société au nom d'un domaine de spécialité : échanges dans un laboratoire ou un colloque, interview à la radio ou dans la presse ordinaire, situations de formation en informatique par exemple, etc. Cela posait aux sciences du langage la question des rapports entre sens/référence et énonciation/pragmatique. Le déplacement des objets d'études a entraîné alors le déplacement des catégories d'analyse : les objets de recherche relevaient davantage des préoccupations des analystes de discours. Les numéros de *Langue française* sur « La vulgarisation (points de vue linguistiques) » (52) et sur « Français scientifique et technique : reformulation et enseignement » (64) constituent des exemples de ce premier déplacement, qui étudie les marques pragmatiques de la médiation et pas seulement les reformulations lexicales.

Mais un autre déplacement voit le jour : celui des domaines eux-mêmes que l'on diffuse, en particulier dans les médias (y compris dans l'édition parascolaire). Il ne s'agit plus seulement de la Science, il s'agit des sciences et des techniques et plutôt de leurs applications technologiques ainsi que des sciences vues du point de vue de leurs enjeux sociaux et professionnels plutôt que sous l'angle des connaissances scientifiques nouvelles (l'informatique, la médecine, les nouvelles technologies, les biotechnologies), et dans lesquelles l'exigence dénominateur n'est pas forcément de même nature et ne constitue pas en tout cas l'objet de discours privilégié par les médias.

Dernier déplacement que l'on constate, et qui est lié au précédent : dans les médias, et en particulier dans les médias non spécialisés, ce n'est pas « le projet d'expliquer la science », (Y. Jeanneret) qui semble guider la majorité des émissions ou des articles sur les sciences et les techniques mais plutôt « l'explication du sens social »

d'événements scientifiques et technologiques à caractère sociopolitique (comme je l'ai montré ailleurs, et que je montrerai brièvement ici à propos des organismes génétiquement modifiés). C'est pourquoi l'on retrouve de vieux débats, que l'on pensait oublier, sur les rapports entre la science et la société. C'est pourquoi ce n'est plus seulement la voix de la science qui est diffusée dans les médias mais les voix des multiples communautés discursives concernées et une voix de la science considérablement filtrée par ces communautés. C'est pourquoi il ne s'agit plus d'un discours de vulgarisation...

Ce nouveau discours sur les sciences et les technologies, qui reflète la complexité des relations entre les différents acteurs de la communication médiatique (D. Wolton), contraint les analystes de discours à déplacer leurs objets et à « repenser » leurs catégories (par exemple, celles du « dialogisme »). Une approche qui articule les dimensions cognitives (les objets de discours : de quoi on parle et comment) aux dimensions communicatives (la complexité des voix, des sources et des destinataires) remet finalement en cause la linéarité des schémas classiques de la communication : les communautés langagières impliquées sont à la fois sources et consommatrices des discours médiatiques qu'elles informent et qui les informent, et c'est le dynamisme circulaire (et non plus linéaire) de ce circuit de la communication qu'on intègre désormais au modèle d'analyse, et jusqu'aux propos tenus par les citoyens ordinaires exposés aux médias, qui ne tiennent par ailleurs leurs informations, voire leur « culture » scientifique, que par les médias.

Bibliographie :

Bensaude-Vincent, B. et Rasmussen, A., (éds.), *La science populaire dans la presse et l'édition au XIX^e et XX^e siècle*, Paris, CNRS Éditions, 1997.

Jeanneret, Y., *Écrire la science : formes et enjeux de la vulgarisation*, Paris, PUF, 1994.

Moirand, S., « Communicative and cognitive dimensions of discourse on science in the French mass media », ds *Discourse studies*, 5/2 : *Popularization discourse*, p. 175-206, Londres, Sage, 2003.

Myers, G., « Discourse studies of scientific popularization : questioning the boundaries », ds *Discourse studies*, 5/2 : *Popularization discourse*, p. 265-279, 2003.

Wolton, D., « De la vulgarisation à la communication », présentation ds de Cheveigné, S., (éds.), « Science et médias », *Hermès*, 21, Paris, CNRS Éditions, 1997.

Entretiens science & éthique, devoir de parole et participation citoyenne

Jean-Paul NATALI

CSI / CEDP

Brigitte BORNEMANN-BLANC

3BConseils / ES

En 1675, Leibniz, traversé par une « drôle de pensée touchant une nouvelle sorte de représentations »¹, a l'intuition que la mise en spectacle des « curiosités » de ce monde constitue la clé d'entrée pour ceux qui ne les connaissent pas : « [...] On y auroit bien tost un theatre de toutes les choses imaginables. Menagerie. Jardin des simples, laboratoire, theatre anatomique. Cabinet de raretez. Tous les curieux s'y adresseroient. Ce seroit le moyen de debiter ces choses. On y joindroit des Academies, colleges, jeux de paume, et autres concerts, galleries de tableaux. Conversations et conferences. [...] ». Sa longue énumération s'articule sur une stratégie de séduction par l'émerveillement, destinée à publiciser un maximum de faits et de connaissances : « [...] il faudroit faire donner le monde dans le panneau, profiter de son foible, et le tromper pour le guerir. Y [a-t-il] rien de si juste que de faire servir l'extravagance à l'establisement de la sagesse [...] ». Ainsi, la mise en spectacle s'adresse tout autant aux sens qu'à l'entendement et conduit à une dramatisation jouant pleinement sur l'ensemble de la situation communicationnelle induite.

1. "A new critical edition of a small piece written by Leibniz in 1675, as he lived in Paris."

Au sein de la culture scientifique et technique, non seulement cette dramatisation régit aujourd'hui les expositions et les productions médiatiques, mais elle s'applique également aux conférences et aux débats de société. C'est plus particulièrement évident dans le cadre des médias audiovisuels, mais cela se constate aussi lorsqu'ils sont organisés dans des cadres plus traditionnels. Paradoxalement, le développement de ces conférences et débats² se légitime sur un objectif annoncé de mise en situation communicationnelle induisant plus de participation effective, alors que de fait, la mise en spectacle confine le citoyen dans un rôle réduit et stéréotypé, plus liée à la forme du débat qu'à son fond, très loin de l'éthique de la discussion prônée par Jurgen Habermas (symétrie, réciprocité, absence de domination et de pensée groupale, etc.). Cette éthique de la discussion est cependant ce qui rend possible l'élaboration d'un espace public dans lequel les savoirs scientifiques et techniques peuvent s'organiser selon des procédures d'échanges et de concertation³ : ce qui permet leurs reconstructions par les citoyens. Or, les formes « dramatisées » des débats ne mettent en œuvre que des scénarios éristiques et « médiatiquement corrects »⁴ qui accentuent les oppositions et théâtralissent le conflit. En effet, dans ce cadre, les citoyens sont le plus fréquemment placés dans des positions réactives peu propices à des postures autres que militantes et oppositionnelles. Et même lorsqu'ils sont consultés dans des dynamiques plus participatives et/ou délibératives, ces citoyens sont généralement instrumentés pour des objectifs plus ou

2. Jean-Paul Natali « Le développement des conférences, colloques et débats dans les centres de culture scientifique », *Quaderni*, 46, 2002.

3. Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, t. I et II, Paris, Fayard, 1981-1987.

4. Serge Halimi, « Ces débats médiatiquement corrects », *Le Monde Diplomatique*, mars 1999, <<http://www.monde-diplomatique.fr/1999/03/HALIMI/11798>>

moins imposés de structuration des opinions ou d'acceptabilité sociale *a posteriori*⁵.

Depuis quelques années, à partir d'une base de réflexions théoriques et expérimentales⁶ menées au CEDP⁷, il est tenté d'étudier et d'éprouver des procédures de travail et de dialogue entre citoyens dans le cadre de rencontres avec des experts⁸. En particulier, l'intégration de dispositifs délibératifs dans des lieux de débats⁹, des modalités d'évaluation et/ou des protocoles télématiques¹⁰ met en œuvre une démarche constructiviste de conception/analyse des processus de communication¹¹.

Des observations et des expérimentations ont été poursuivies dans le cadre des Entretiens Science et Éthique de Brest¹² et de ses publications¹³. Il a été ainsi

5. Jean-Paul Natali, « Communications inter et intradisciplinaires : les paradigmes et les paradoxes de la médiation scientifique et technique », actes des *Premières Rencontres estivales de la Drôme*, 2001-2003 :

<<http://www.maison-ceramique.org/actions/estivales/natali.doc>>

6. *Les cahiers de Jérico-st*, CEDP, université François Rabelais, IUT, Tours.

7. Centre d'étude du débat public, université François Rabelais, direction Bernard Castagna.

8. Actes du colloque *La situation délibérative dans le débat public*, 2003, CEDP, université François Rabelais, à paraître : <<http://www.pufr@univ-tours.fr>>

9. *Les Entretiens Science et Éthique ou le devoir de parole*, Brest, sous la responsabilité de Brigitte Bornemann-Blanc (3B Conseils).

10. Jean-Paul Natali, « L'intégration de protocoles délibératifs dans les dispositifs de la médiation muséale scientifique et technique », ds *Cahier de Jérico-st*, 3, université François Rabelais, IUT, Tours.

11. Jean-Paul Natali, « Modélisations et conceptions de dispositifs de médiation et de délibération », actes du colloque de Béziers sur *l'Apport du constructivisme aux sciences de la communication*, CERIC, université Paul Valéry, à paraître.

12. Jean-Paul Natali, Brigitte Bornemann-Blanc, « La participation citoyenne dans le débat public », ds *La lettre des Entretiens européens ; la gestion des déchets nucléaires*, 1, 2^e semestre 2003.

constaté qu'au fil des ans, le dispositif se modifie à la fois en fonction des réactions du public et en fonction des contingences contextuelles, techniques (les NTIC) et culturelles (les représentations liées à l'espace public). Ces modifications conduisent à des processus communicationnels de plus en plus complexes. Il est donc proposé ici de présenter les acquis d'une série d'actions et de recherches menées dans ce cadre et de faire état de développements prospectifs qui conduisent à l'élaboration de dispositifs de débats participatifs essayant de construire des scénarios d'échange entre des experts et des publics relayés par des panels de citoyens. Les cadres théoriques et pragmatiques d'une expérimentation en cours sur l'élaboration et la mise en œuvre de protocoles participatifs/délibératifs seront plus spécifiquement évoqués lors de cette présentation.

Le soutien de la Fondation Rockefeller à l'intégration de la logique publicitaire dans les musées de science, 1936-1941

Manon NIQUETTE

Département d'information et de communication,
Université Laval, Canada

Notre présentation consiste en une étude historique de la transformation communicationnelle des musées de science américains durant les années 1930, sous l'égide de la Fondation Rockefeller. L'approche est essentiellement empirique : nous avons procédé à l'étude d'une série de documents du Rockefeller Archive Center. Bien que le thème puisse intéresser les historiens des sciences, la démarche empruntée se démarque des travaux réalisés dans leur discipline, notamment à cause du caractère réflexif de notre objet de recherche. Plutôt que de nous questionner sur les conditions d'émergence d'une science donnée, nous nous interrogeons sur les moyens déployés pour mettre en scène un corps hétéroclite de savoirs et contrôler les impressions produites.

De façon plus concrète, notre communication porte sur les liens de parenté existant entre la logique publicitaire et les pratiques d'évaluation qui prévalent dans les musées de science contemporains. J. Le Marec avait rédigé en 1997 un remarquable plaidoyer pour une démarche d'évaluation muséale centrée sur le sens des rapports sociaux institution-public plutôt que sur une conception marchande du public comme audience. Si les nuances apportées par l'auteur sont essentielles pour que les pratiques d'évaluation actuelles soient en concordance avec la vocation sociale de l'institution muséale publique,

il n'en demeure pas moins important – en vertu des mêmes principes – de comprendre ce qui permet historiquement, d'affirmer que l'évaluation de la vocation éducative des musées américains est effectivement une émanation directe de la logique publicitaire.

En 1939, la Fondation Rockefeller finançait une étude sur les méthodes de mise en valeur commerciale utilisées dans les expositions universelles de New York et San Francisco. C'est à partir de cette étude que fut conçu l'ouvrage *East is East and West is West*, rédigé par le conservateur du Buffalo Museum of Science, Cargos Cummings (1940), avec l'assistance d'un groupe de jeunes stagiaires. Cette opération était aussi le fruit d'une collaboration avec le New York Museum of Science and Industry qui, à partir de la même étude, produisit son propre volume : *Exhibition Techniques : A Summary of Exhibition Practice* (1940). Le livre de Cummings est souvent décrit comme un moment décisif ; l'attention se serait dès lors orientée vers les composantes du message (Samson et Schiele 1989, Samson 1995). B. Schiele (1992) associe ce tournant communicationnel à l'influence des travaux fonctionnalistes de Paul Lazarsfeld sur l'audience et l'efficacité des médias. Notre recherche confirme cette interprétation tout en apportant les nuances nécessaires à sa validation. Ainsi, l'étude explique comment l'aide accordée par la Fondation Rockefeller aux musées de science et le soutien dont a bénéficié Lazarsfeld relèvent d'un seul et même programme de financement pour la recherche en communication. Il est suggéré que la Fondation Rockefeller souhaitait amener les musées à expérimenter des techniques issues de la logique publicitaire non pas dans une visée moderniste, mais plutôt en vue d'assurer une meilleure transmission des idéaux américains, tout en réconciliant deux valeurs antagonistes de l'entreprise philanthropique : l'éducation et le profit.

Bibliographie

Archives du Rockefeller Archive Center, Collection de la Fondation Rockefeller, Pocantico Hills, New York, États-Unis.

Cummings, C. E., *East is East and West is West*, Buffalo, Buffalo Museum of Science, 1940.

Le Marec, J., « Évaluation, marketing et muséologie », *Publics & Musées*, 11-12, janvier-juin et juillet-décembre, 1997, p. 165-191.

New York Museum of Science and Industry, *Exhibition Techniques : A Summary of Exhibition Practice*, New York, New York Museum of Science and Industry, 1940.

Samson, D., « Les stratégies de lecture des visiteurs d'exposition », ds Andrée Blais (sous la dir. de), *L'écrit dans le média exposition*, 1993, p. 93-111.

Samson, D. et Schiele, B., « L'évaluation : perspectives historiques 1900-1970 », ds B. Schiele (sous la dir. de), *Faire voir faire savoir : la muséologie scientifique au présent*, Québec, Musée de la civilisation, 1989, p. 107-127.

Schiele, B., « L'invention simultanée du visiteur et de l'exposition », *Publics & Musées*, 2, 1992, p. 71-97.

Les expertises dans le cadre de la communication publique sur le sida en France : recours à la recherche ou appui sur l'expérience ?

Geneviève PAICHELER
CNRS / CERMES

Le discours de prévention en matière de santé s'appuie-t-il uniquement sur l'état des savoirs ? La question mérite d'être posée quand on sait le rôle important d'expertise qu'ont eu les associations de malades dans la définition et la mise en place des campagnes de prévention en matière de sida. À travers une analyse sociologique, il s'agit de mettre en évidence la difficulté qu'il peut y avoir, en matière de diffusion et de transmission d'information au grand public, à conjuguer les intérêts parfois divergents des différents intervenants impliqués dans ces actions, et à mettre en place des actions communes. La relation entre associations, chercheurs, pouvoirs publics est en effet porteuse d'enjeux qui évoluent au gré des situations, de la connaissance scientifique, de l'accès aux médias, du pouvoir d'organisation des malades, de la volonté politique. Est mise en évidence la complexité de la démarche de prévention et la nécessité de rechercher un équilibre et un dialogue entre les partenaires, ainsi que, à l'inverse, le rôle moteur des conflits inévitables entre des acteurs très divergents. Sur la base d'une analyse des archives et d'un corpus d'entretiens menés auprès des acteurs clés des campagnes, seront présentées des stratégies successives de prévention en tant que formes de

cadrage du problème induisant les actions mises en œuvre. Sera posée la question des recours aux expertises pour gérer des risques qui se situent à différents niveaux, notamment au niveau social, et pas uniquement sanitaire. Sera enfin envisagée les relations entre exercice d'expertise, influence et pouvoir, pour conclure que l'impact des associations sur la communication publique a pu se faire au détriment de leur visibilité et de leur possibilité d'action ultérieure.

Bibliographie

Barbot J., *Les malades en mouvement : La médecine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland, 2002.

Dodier N., *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2003.

Epstein S., *Impure Science. AIDS, Activism and the Politics of Knowledge*, Berkeley, Los Angeles, Londres, University of California Press, 1996.

Paicheler G., *Prévention du sida et agenda politique. Les campagnes en direction du grand public*, Paris, CNRS Éditions, 2002.

Logiques institutionnelles et stratégies d'acteurs : connaissances capitalisées et connaissances diffusées dans les projets européens d'éducation à la science

Anne PIPONNIER
GRESIC, université de Bordeaux III

Ancrée dans un champ de réflexion et d'action pluridisciplinaire, la problématique de l'accès au savoir scientifique constitue un objet de recherche inscrit de longue date dans le champ des sciences sociales et dont les acteurs, issus d'horizons divers, contribuent au développement tant au niveau national qu'international.

Nous nous intéresserons ici aux dispositifs mis en place par l'institution européenne pour soutenir et encourager les projets de recherche multinationaux qui visent à favoriser et élargir l'accès à la science dans l'espace éducatif européen.

Pour éclairer cette question, nous étudierons une des mesures mises en place par la Commission européenne, l'action Comenius 2 dédiée à la formation continue des enseignants dans le cadre du programme Socrates.

Comment et à quelles conditions ce contexte programmatique constitue-t-il une réponse appropriée à la demande sociale en matière d'information scientifique ? Quels en sont les intérêts et les limites ?

Dans le contexte de la coopération scientifique et éducative européenne, quels moyens cette institution se donne-t-elle pour développer et valoriser la production des résultats de recherche visant l'éducation et la

vulgarisation de la science et optimiser leur diffusion auprès des groupes cible ?

Quels sont les instances de relais et les niveaux d'intermédiation indispensables au processus de circulation des savoirs capitalisés dans les projets visant à élargir l'accès à l'ist et favoriser la culture scientifique ?

L'approche comparative des dispositifs mis en œuvre et des discours que tiennent acteurs et institution sur les processus de dissémination des résultats de projets nous permettra de mesurer l'effet de dialogisme dans les outils et processus de diffusion et leur impact sur les stratégies adoptées.

Cette étude se base sur un corpus de documents officiels émanant de la Commission et d'une sélection de projets d'éducation à la science.

Axes d'analyse :

- la problématique de l'accès au savoir dans le programme d'action communautaire Socrates,
- les logiques institutionnelles et les stratégies d'acteurs.

Bibliographie

Commission Européenne, Groupe de travail « Increasing participation in math, sciences, technology », Implémentation du programme de travail « Education & Training 2010 », rapport intermédiaire, nov. 2003.

Disponible sur :

<http://europa.eu.int/comm/education/policies/2010/doc/maths_sciences_en.pdf> (page consultée le 3 mai 2004).

Dacheux, É., *L'impossible défi : la politique de communication de l'Union européenne*, Paris, CNRS Éditions, 2004.

Guichard, É. (dir.), *Comprendre les usages de l'internet*, Paris, ENS, 2001.

Écrire la vulgarisation scientifique aujourd'hui

Sandrine REBOUL-TOURÉ

SYLED / CEDISCOR, université Paris III – Sorbonne
nouvelle

Dans le domaine des sciences du langage, certains chercheurs en analyse du discours se sont intéressés, il y a une vingtaine d'années, à la vulgarisation scientifique (VS) et plus spécifiquement aux marques linguistiques caractérisant ce type de production. Une des marques récurrentes semble la reformulation, c'est-à-dire que lorsqu'un terme spécialisé apparaît, le vulgarisateur cherche à l'explicitier sous forme de définition ou par des désignations (quasi-synonyme, hyperonyme, métaphore...) afin de rendre l'objet de la science plus accessible. L'identification d'un troisième homme, vulgarisateur articulant des discours sources en des discours seconds était alors une représentation satisfaisante.

Comment transmet-on la connaissance aujourd'hui ? Nous avons identifié la démultiplication des intervenants convoqués dans l'exposition de la science. En effet, l'énonciateur de la vulgarisation n'est plus la seule voix qui se manifeste dans les articles (presse quotidienne, revues de vulgarisation). Sont entendues les réflexions de spécialistes ou encore les opinions d'hommes politiques ou d'industriels ou encore de citoyens notamment lorsqu'on s'intéresse à la vulgarisation qui touche des problèmes de société (ESB, OGM, etc.). Linguistiquement, la métamorphose des textes est intéressante car le discours rapporté devient très présent sous différentes formes (DD,

DI, modalisation autonymique, etc.). Le discours de l'autre vient alors modifier l'écriture et le rôle du vulgarisateur qui, au lieu de rapporter des faits scientifiques comme pouvait le faire le troisième homme, rapporte plutôt des discours sur les faits en faisant circuler la parole de différentes personnes impliquées par le fait scientifique.

Autre lieu de transformation de l'écriture de la VS : l'internet. Écrire pour le support informatique est tout à fait spécifique, notamment grâce à l'utilisation des liens hypertextuels. Cette possibilité donne au discours une autre apparence : plutôt que de reformuler un terme spécialisé dans la phrase elle-même, on a la possibilité « d'isoler » le terme pour l'explicitier sur une autre page, celle à laquelle on accède par le lien. Ainsi, cette nouvelle écriture invite à différents parcours de lecture, un texte de surface renvoyant à des explicitations dans un autre espace discursif.

C'est donc la présence de nombreux intervenants dans la VS marquée par l'abondance du discours rapporté et le dédoublement des espaces d'écriture sur l'internet qui nous semblent constituer de nouvelles formes d'écriture du discours de vulgarisation scientifique. Nous étudierons ces mouvements et analyserons des sites de vulgarisation scientifique conçus pour le support informatique.

Le corpus

<www.cybersciences-junior.org>
<<http://www.math-info.univ-paris5.fr/smel/presentation.html>>
<<http://www.commentcamarche.net/virus/bomblogi.php3>>
<<http://www.e-scio.net/relativite/>>
<<http://www.prolune.org/depression.htm>>
<http://www.sciences-en-ligne.com/frame_view.asp?id=389&fich=farinfol.htm>

Bibliographie

Authier-Revuz, J., « La mise en scène de la communication dans des textes de vulgarisation scientifique », *Langue française*, Paris, Larousse, 53, 1982, p. 34-47.

Cusin-Berche, F. (éd.), « Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias », *Les Carnets du CEDISCOR*, 6, Presses Sorbonne Nouvelle, 2000.

Existe-t-il une écriture web ? :

<<http://www.redaction.be/editorial.htm>>

Jacobi, D. et Schiele, B., (éds.), *Vulgariser la science*, Seyssel, Éditions Champ Vallon, 1988.

Moirand S., « Dialogisme et circulation des savoirs », F. Cabasino (éd.), *Du dialogue au polylogue*, Rome, DoRiF-Université, CISU, 1998, p. 123-139.

Mortureux M.-F., « Paraphrase et métalangage dans le dialogue de vulgarisation », *Langue française*, 53, Paris, Larousse, 1982, p. 48-61.

Reboul-Touré, S., « Le discours autour de la science : un éventail de marques linguistiques pour le discours rapporté », *Le discours rapporté dans tous ses états*, Lopez Munoz, J. M., Marnette, S., Rosier, L. (éds.), Paris, L'Harmattan, 2004, p. 362-372.

Les représentations épistémologiques des documentalistes scolaires

Odile RIONDET

CRESAT, université de Haute-Alsace

Comment des gens qui ne sont pas des scientifiques véhiculent-ils une image de la science ? Parmi ceux qui parlent de la science sans en être spécialistes, le cas des documentalistes scolaires est intéressant à trois titres :

– ils font partie d'une profession qui, dans sa culture, valorise l'« information scientifique et technique » et a parfois le sentiment de devoir en être le promoteur ou de remplir à cet égard une mission. Cette certitude est vécue d'ailleurs avec de fortes variations, allant du militantisme le plus vaillant à l'intérêt détaché. On peut donc tenter un panorama des prises de position et des arguments avancés pour décrire l'intérêt de l'IST dans les représentations de ces acteurs. C'est tout à fait lisible dans les archives des listes de diffusion et la presse professionnelle, qui constitueront notre corpus de base.

– les discours ont tendance souvent, à partir du vocable « information scientifique et technique », à rendre les deux éléments (la science et la technique) synonymes ou fortement dépendants, la technique étant l'aboutissement naturel de la science et la science le simple préalable nécessaire à la réalisation technique. Mais jusqu'où le lien est-il pensé ? On pourra se demander comment justifier cette affirmation en la mettant en dialogue avec deux points de vue : celui de J. Habermas et celui de J. Ellul.

– bien que l'on puisse également parler de « sciences » à propos des sciences humaines, les préoccupations des enseignants documentalistes portent sur les sciences expérimentales, ce qui est déjà le choix d'une représentation de la science. On se demandera s'il existe une zone permettant la comparaison entre ces deux approches scientifiques, leur rapport à l'induction et à la déduction, à l'expérience et à l'expérimentation, en s'appuyant sur les travaux de T. S. Kühn.

Ainsi, les documentalistes scolaires peuvent-ils être considérés comme une population « exemplaire » (au sens de l'exemple en sciences de l'homme), dans la mesure où elle articule, à travers ses représentations, la science et le progrès, la science et la technique, la science et la rationalité. On peut donc parler d'une culture épistémologique plus ou moins explicite. Il ne s'agit pas seulement de savoir comment, en tant que médiateur, ils peuvent banaliser telle ou telle notion scientifique, mais de voir comment se heurtent, parfois dans le même individu, les perceptions du lien entre savoir et faire, les conditions de l'accès au réel, le rapport à la vérité.

Bibliographie

Banquet, M.-F., *Sciences de l'information et philosophie*, ADBS, 1997.

Beaune, J.-C., *Philosophie des milieux techniques*, Seyssel, Éditions Champ Vallon, 1998.

Ellul, J., *La technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Economica, rééd. 1990.

Habermas, J. *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard, 1973.

Kühn, T. S., *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972.

Latour, B., *La science en action*, Paris, Gallimard, 1995.

« La culture scientifique et technique, accès et enjeux ». Dossier de la revue *Argos*, 13, 1994.

« Quand les sciences entrent en force au CDI ». Dossier de la revue *InterCDI*, 165, mai-juin 2000.

<<http://www.educnet.education.gouv.fr/CDI>>

<<http://www.educnet.education.fr/phy/themes/doc.htm>>

<<http://www.savoirscdi.cndp.fr>>

<<http://www.inrp.fr/Tecne/adipc/refs-bib-revues.htm>>

Listes Edoc et CDIdoc.

Lecture anthropologique des rapports entre représentations du corps et féminité chez les jeunes anorexiques mexicaines

Karine TINAT
CIESAS, Mexico

Depuis que la maladie a été individualisée au XIX^e siècle, l'anorexie mentale a reçu divers éclairages théoriques et a été considérée comme une affection psychiatrique, endocrinologique, neurologique cérébrale, psychosomatique avant d'être rangée parmi les troubles de la conduite alimentaire. Son classement du point de vue nosologique ne fait pas sa résolution : l'anorexie reste aujourd'hui un mal énigmatique et complexe, un trouble plurifactoriel situé au carrefour d'influences biologiques, psychologiques et socioculturelles. Cette étude propose d'offrir une approche anthropologique, de comprendre les rapports dialectiques entre le biologique et le social, au niveau de cette pathologie. Les cadres contextuel et conceptuel de cette recherche sont le Mexique et la féminité. Pourquoi ces choix ?

L'anorexie est une pathologie qui a toujours affecté principalement les jeunes filles (proportion d'un garçon pour dix filles anorexiques). Tout au long du XX^e siècle, les cas d'anorexie se sont multipliés dans les pays industrialisés ou dans les couches sociales occidentalisées des pays en voie de développement. Cette évolution serait liée, entre autres facteurs, aux changements sociaux vécus par la femme au cours de ce siècle. Le Mexique, pays qui souffre de malnutrition, enregistre depuis une dizaine d'années une réelle augmentation du nombre de ses anorexiques. Choisir d'étudier cette pathologie à partir de

la féminité semble d'autant plus intéressant dans ce pays de civilisation latine qu'il a toujours cultivé les mythes de la masculinité, l'homme dominant, et de la féminité, la femme soumise.

Le propos, dont le cadrage théorique s'inspirera des grandes références sur le féminin et l'anorexie (F. Héritier, C. M. Counihan, A. Lopéz Austin, H. Bruch, etc.), s'articulera en deux points. Dans un premier temps, seront analysées les représentations qu'ont ces anorexiques mexicaines sur leur corps et ses « humeurs ». Comment vivent-elles leur corps d'anorexique ? Quelles significations attribuent-elles, par exemple, à leur aménorrhée ? Il s'agira à la fois de comprendre la perception qu'elles ont de leur corps et d'appréhender le féminin – sa signification, son contenu – au travers de leurs pratiques. Dans un deuxième temps et toujours à partir du discours tenu par ces jeunes filles, nous tenterons de voir quelle influence ont les médias dans l'évolution de leur pathologie. Considèrent-elles que les images d'un « corps féminin idéal » projetées par les médias ont catalysé l'apparition de leur trouble ? Ces images les ont-elles encouragées à transformer leur corps, à engager certaines pratiques ? En observant les réponses à ces différentes questions, il s'agira de mesurer l'importance de ce facteur socioculturel dans un pays où la pathologie n'en est qu'au stade de l'émergence. L'étude s'appuie sur un travail de terrain, débuté en novembre 2003, au sein de deux centres médicaux de Mexico D.F.

SIGLES

C2So : Communication, Culture et Société

CECP : Centre d'Études en Communication Publique

CEDISCOR : Centre de recherche sur les Discours ordinaires et spécialisés

CEDP : Centre d'Étude du Débat public

CERLIS : Centre d'Études et de Recherches sur le lien social

CERMES : Centre d'Enseignement et de Recherche en Mécanique des Sols

CERS : Centre d'Étude des Rationalités et des Savoirs

CES : Centre d'Études sociologiques de la Sorbonne

CIESAS : Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social

CNAF : Caisse nationale des Allocations Familiales,

CRCMD : Centre de Recherche sur la Culture, les Musées et la Diffusion du savoir

CRECI : Centre de Recherche sur la Communication et l'Image

CRESAT : Centre de Recherche sur les Sciences, les Arts et les Techniques

CSI : Cité des Sciences et de l'Industrie

CURAPP : Centre universitaire de Recherches administratives et politiques de Picardie

ES : Entretiens « Science et Éthique ou le devoir de parole »

GERSULP : Groupe d'Étude et de Recherche sur la Science de l'université Louis Pasteur

GRESIC : Groupe de Recherche expérimentale sur les Systèmes informatisés de Communication

INRA : Institut National de la Recherche agronomique

IRIST : Institut de Recherches interdisciplinaires sur les Sciences et la Technologie

LIRDHIST : Laboratoire interdisciplinaire de Recherche en Didactique et en Histoire des Sciences et Techniques

MNHN : Musée national d'Histoire naturelle

SAD : Systèmes agraires et Développement

SHADYC : Sociologie, Histoire, Anthropologie des dynamiques culturelles

SYLED : Systèmes linguistiques, énonciation, discoursivité

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION..... | 5 |
| Pilotage et « mise en scène » de projets sociotechniques. La construction rhétorique du public dans la première phase du projet « Tramway » de la Communauté Urbaine de Strasbourg (1989-1994), | |
| Luis APARICIO | 9 |
| L'immersion comme nouveau mode de médiation au musée des Sciences. Étude de cas : la présentation du changement climatique, | |
| Florence BELAËN | 13 |
| Le travail de mise en circulation des recherches scientifiques auprès des acteurs des politiques publiques : analyse des activités d'une association militante comme expression et construction des représentations des sciences, | |
| Philippe BONGRAND | 17 |
| De la société du progrès à la société du risque. Les transformations conjointes des relations entre science, État, marché et espace public en France depuis 1945, | |
| Christophe BONNEUIL..... | 19 |
| Quand l'Europe mesure les représentations de la science : une analyse critique des Eurobaromètres, | |
| Suzanne de CHEVEIGNÉ | 21 |
| Science et idéologie. Exemples en Didactique. Épistémologie de la Biologie, | |
| Pierre CLÉMENT | 23 |
| Rôle des médias dans un collectif de recherche. Le cas d'une banque d'ADN constituée à des fins d'épidémiologie génétique, | |
| Pascal DUCOURNAU..... | 25 |
| Les recherches sur les publics dans les musées, | |
| Jacqueline EIDELMAN | 29 |

| | |
|---|----|
| Histoire et identité : ce que l’Australian Museum nous raconte, | |
| Fabienne GALANGAU-QUÉRAT | 31 |
| Une nouvelle transparence dans la communication des savoirs et des incertitudes scientifiques ? Le rôle des Agences, | |
| Céline GRANJOU, Marc BARBIER | 33 |
| STS, SIC, SMS, SHS : réflexions sur les sigles et les « champs » qu’ils balisent, | |
| Baudouin JURDANT..... | 37 |
| Figures et enjeux de l’éthique dans l’actualité scientifique de la presse quotidienne française, | |
| Christiane KAPITZ..... | 39 |
| La « démocratie technique » au pays de la démocratie directe : l’espace public helvétique et les enjeux scientifiques, | |
| Alain KAUFMANN | 43 |
| Pour une épistémologie des pratiques médiatiques, | |
| Bertrand LABASSE | 45 |
| Le débat public sur les effets des médias : complexification et hybridation des processus de circulation des savoirs, | |
| Jean-Matthieu MÉON | 49 |
| Les revues de cellule recherche de la branche Famille de la Sécurité sociale : processus scientifiques et modes de légitimation politiques des politiques familiales, | |
| Jérôme MINONZIO..... | 53 |
| De la médiation à la médiatisation des faits scientifiques et technologiques : évolution ou déplacements ? | |
| Sophie MOIRAND..... | 57 |
| Entretiens science & éthique, devoir de parole et participation citoyenne, | |
| Jean-Paul NATALI, Brigitte BORNEMANN-BLANC..... | 61 |

| | |
|---|----|
| Le soutien de la Fondation Rockefeller à l'intégration de la logique publicitaire dans les musées de science, 1936- 1941, | |
| Manon NIQUETTE | 65 |
| Les expertises dans le cadre de la communication publique sur le sida en France : Recours à la recherche ou appui sur l'expérience, | |
| Geneviève PAICHELER | 69 |
| Logiques institutionnelles et stratégies d'acteurs : connaissances capitalisées et connaissances diffusées dans les projets européens d'éducation à la science, | |
| Anne PIPONNIER | 71 |
| Écrire la vulgarisation scientifique aujourd'hui, | |
| Sandrine REBOUL-TOURÉ | 73 |
| Les représentations épistémologiques des documentalistes scolaires, | |
| Odile RIONDET | 77 |
| Lecture anthropologique des rapports entre représentations du corps et féminité chez les jeunes anorexiques mexicaines, | |
| Karine TINAT | 81 |
| SIGLES | 83 |
| TABLE DES MATIÈRES | 85 |